



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CGT aux cotés des syndicats maliens

Hier, 18 août, à Bamako, le président Ibrahim Boubacar Keïta a remis sa démission et annoncé la dissolution de l'assemblée nationale malienne. Ce départ était réclamé par le M5-RFP (Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques) et une grande majorité du peuple malien, depuis maintenant de nombreuses semaines. La nouvelle a donc été accueillie dans la liesse par la population de Bamako, population qui, toute la journée, a été dans la rue, aux côtés des militaires pour appeler au retrait d'I. B. Keïta (IBK) et de son gouvernement.

Le Comité National pour le salut du peuple (CNSP), dirigé par des militaires, a exprimé, dans la soirée, sa volonté d'aller vers une transition politique et civile.

Rappelons que le M5-RFP avait lancé, la semaine dernière, un appel à manifester le 18 août, journée de contestation et de mobilisation nationale. Ce même jour, une partie des forces militaires décidaient d'intervenir. Malgré le danger d'une telle situation, la population et un grand nombre de nos camarades syndicalistes n'ont pas hésité à sortir dans la rue et à réaffirmer leur volonté de voir démissionner IBK et son gouvernement et à ne pas se faire voler leur mouvement de contestation afin de porter leurs revendications contenues dans un mémorandum portant sur 21 propositions.

Le M5-RFP, coalition hétéroclite rassemblant à la fois des religieux, de nombreuses personnalités de la société civile, des artistes engagés, des syndicalistes qui luttent aux côtés des travailleurs, etc. s'est formé suite aux répressions sanglantes qu'a subi la population qui dénonçait le résultat des dernières élections législatives d'avril dernier. Dans ce cadre, l'opposition au gouvernement avait réussi à s'organiser sur cet objectif d'obtenir la démission du président malien.

Face à cette contestation populaire grandissante qui se manifestait, sans relâche, dans les grandes villes maliennes depuis avril, la seule réponse obtenue a été répressive, faisant plusieurs morts et des centaines de blessés chez les manifestants.

Les pays sahéliens sont plongés, depuis de nombreuses années, dans le chaos en raison de la misère, de l'absence de perspective, de la corruption, de trafics de toutes sortes, du banditisme, de l'obscurantisme, du terrorisme, des héritages coloniaux et de la France-Afrique qui n'a pas disparu, de la présence et des intérêts des grandes multinationales qui exploitent les richesses naturelles et minières : or, uranium, bauxite, pétrole, gaz, terres rares, diamants, etc.

De fait, les réponses à apporter deviennent de plus en plus complexes et une chose est certaine, la voie n'est pas militaire. La réponse ne peut être que politique et diplomatique et devra nécessairement émerger de la société civile, de la population et des travailleurs et passera par le dialogue.

Nos camarades de la CSTM (Confédération Syndicale des Travailleur-euse.s du Mali) et de la CDTM (Confédération Démocratique des Travailleurs du Mali), membres du M5-RFP, peuvent continuer de compter sur la CGT pour les soutenir dans leur lutte et leur engagement, auprès des travailleuses et des travailleurs maliens. Nous serons à leur côtés, pour que le bruit des armes cesse au Sahel et qu'ainsi les peuples et les travailleurs de la région puissent enfin décider, souverainement et en toute indépendance, de leur avenir afin de répondre à l'urgente nécessité de justice sociale exprimée par les populations.

Montreuil, le 19 août 2020